

# ONUDI

**Projet de note de synthèse – Manifestation organisée par  
l’ONUDI sur le thème « Partenariats et coopération  
régionale », en marge de l’Assemblée du FEM  
27 mai 2014, 12 h 30-14 h 00, Salle 6**

## **(1) Contexte général :**

L’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) est chargée de promouvoir un développement industriel durable qui profite à tous pour tirer pleinement parti des possibilités qu’offre le secteur industriel de contribuer à la réalisation des objectifs du développement durable et d’une prospérité pérenne pour tous. Les partenariats et la coopération régionale se sont avérés être des moyens novateurs et efficaces pour s’attaquer aux aspects multidimensionnels du dénuement économique, des inégalités sociales et de la dégradation de l’environnement – aspects dont il faudra tenir compte si l’on veut parvenir à éliminer la pauvreté, objectif fondamental du programme de développement pour l’après-2015.

Dans le secteur industriel, il est essentiel d’évoluer vers des moyens de production plus sobres en carbone pour contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs susmentionnés. En outre, on s’accorde généralement à penser que cette réorientation nécessite d’éliminer les obstacles à la diffusion des technologies d’exploitation des énergies renouvelables qui sont propres, peu gourmandes en énergie et inoffensives pour le climat, ainsi que des approches qui transcendent les frontières nationales. L’ONUDI s’est attaqué à ce problème en créant divers partenariats – pour le partage des connaissances, le renforcement des capacités et la promotion des investissements – qui aident les pays en développement et les économies en transition à adopter le concept d’un développement industriel durable qui profite à tous. Ces partenariats peuvent être divisés en trois catégories : i) partenariats porteurs de changement, ii) partenariats stratégiques (y compris les partenariats commerciaux), et iii) partenariats pour le savoir.

Dans la première catégorie, on trouve des initiatives telles que la campagne Énergie durable pour tous et ONU-Énergie. La deuxième catégorie - les partenariats stratégiques - englobe un large éventail d’alliances avec divers organismes, centres et réseaux tels que les centres régionaux de savoir sur les énergies renouvelables [p. ex., le Centre pour les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique de la CEDEAO (ECREEE)], les centres internationaux spécialisés dans certaines technologies [p. ex., le Centre international pour la petite hydroélectricité (ICSHP) et le Centre international de l’énergie solaire pour la promotion et le transfert de technologies (ISEC)], les centres et réseaux pour une production moins polluante et économe en ressources (RECP) (p.ex., le Centro Mexicano para la Produccion mas Limpia) et le Centre et Réseau des technologies climatiques (CTCN), où l’ONUDI collabore étroitement avec le PNUE. Cette catégorie comprend également des partenariats avec des entreprises, notamment dans le cadre de la Plateforme de l’industrie verte, le Programme d’innovation pour l’adoption de technologies propres dans le PME, et des alliances avec de grandes entreprises comme Schneider, Philips et Statoil. D’autres partenariats importants ont été formés dans le domaine de la gestion des substances chimiques et des déchets, où des centres régionaux de ressources tels que ceux créés par les Conventions de Stockholm et de Bâle collaborent avec l’ONUDI. Enfin, l’ONUDI entretient activement des relations avec les partenaires du savoir [parmi lesquels l’Institut de recherche sur l’énergie et les ressources (TERI) et le Partenariat pour les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique (REEEP)] pour l’élaboration et la mise en œuvre de ses projets et programmes. En créant des partenariats solides, l’ONUDI répond aux exigences des bailleurs de fonds concernant la participation du secteur privé et l’application d’une démarche plurinationale, tout en facilitant l’adoption de politiques et objectifs régionaux, en préparant les entreprises pour les marchés nationaux et régionaux, et en encourageant la coopération technique Sud-Sud.

Grâce à leurs activités et à leur rayonnement, ces partenariats jouent un rôle important dans les efforts faits pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la dégradation de l'environnement, tout en favorisant l'innovation dans les projets et programmes ainsi que les synergies entre eux, contribuant ainsi à produire le plus grand effet au meilleur coût. Il est à prévoir que d'ici à 2015, qui ouvrira une ère nouvelle pour le programme de développement, d'autres partenariats et alliances régionales verront le jour car c'est l'un des moyens les plus prometteurs et efficaces par rapport au coût de promouvoir un développement industriel durable qui profite à tous, partout dans le monde. Les centres et réseaux jouent un rôle vital, notamment dans l'approche-programme, pour ce qui est de promouvoir l'élaboration de politiques et le renforcement des capacités, la gestion du savoir, la sensibilisation ainsi que l'investissement et le développement des entreprises. Ils constituent un lien important entre les pays et le programme international de développement pour l'après-2015.

## **(2) Objectif(s) de la réunion et résultats attendus :**

La réunion mettra en lumière l'importance des partenariats susmentionnés – pour le transfert de technologies, le partage des acquis, le renforcement des capacités et la coopération régionale - et les possibilités qu'ils offrent pour s'attaquer aux causes profondes de la dégradation de l'environnement, élément central des projets et programmes que le FEM prévoit de mettre en œuvre au titre de la sixième reconstitution de ses ressources. On présentera des exemples témoignant de l'aptitude des partenariats à produire des effets positifs pour l'environnement mondial tout en contribuant à un développement industriel durable qui profite à tous. Les questions suivantes seront examinées :

- Valeur ajoutée de la coopération et de l'intégration régionales pour créer des débouchés et s'attaquer aux causes de la dégradation de l'environnement : pourquoi la coopération régionale et l'approche-programme sont-elles essentielles ?
- Importance des partenariats pour surmonter les obstacles à l'innovation et amplifier les effets positifs sur l'environnement mondial : comment les partenariats contribuent-ils au programme international de développement pour l'après-2015 ?
- Possibilités offertes par les partenariats de faciliter les interactions entre secteur public et secteur privé : quel rôle peuvent-ils jouer dans ce domaine ? Quels sont les éléments clés des partenariats public-privé qui ont fait leurs preuves ?
- Accomplissements des partenariats existants et enseignements tirés de leur expérience : quelles formules ont donné de bons résultats ? Y a-t-il des différences régionales ou techniques à prendre en considération ?
- Futurs points d'intervention possibles pour les partenariats et la coopération régionale, notamment dans le cadre de la programmation de FEM-6 : comment les partenariats peuvent-ils contribuer à la réalisation des objectifs de FEM-6 ?

La réunion s'adressera essentiellement aux dirigeants de pays en développement et de pays émergents, aux bailleurs de fonds, aux organisations de la société civile, aux entreprises privées et aux autres organismes d'exécution du FEM, compte tenu des multiples possibilités de collaboration et de synergie offertes par les partenariats porteurs de changement, les partenariats stratégiques et les partenariats pour le savoir.

## **(3) Programme :**

1. Présentation du sujet par l'animateur, Pradeep Monga (Directeur, Énergie et changement climatique, ONUDI)
2. Discours d'ouverture de Ciyong Zou (Directeur et Conseiller principal pour les partenariats, ONUDI)
3. Court-métrage sur les activités de l'ONUDI
4. Table ronde avec :
  - Robert Dixon, Chef de l'équipe chargée du changement climatique et des substances chimiques, FEM
  - David Jimenez, Directeur adjoint du Centro Regional de Production mas Limpia, Mexique

- Mahama Kappiah, Directeur exécutif du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (ECREEE), Cap-Vert
  - Nina Masson, Responsable des études de marché, shecco SPRL
  - Jukka Uosukainen, Directeur du Centre et Réseau des technologies climatiques (CTCN), Danemark
5. Résumé du débat par l'animateur